CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.960/2/V
du 2 septembre 2015

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant la composition de la Commission d'experts, leur désignation, et la forme et le contenu concret du rapport qu'elle est tenue de présenter en exécution de l'article 52, § 3, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, en vue de son évolution'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.960/2/V
van 2 september 2015

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie van experts, hun aanstelling en de vorm en concrete inhoud van het verslag dat voorgesteld moet worden tot uitvoering van artikel 52, § 3, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, voor haar evaluatie'

Le 22 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Égalité des chances, adjointe au Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 7 septembre 2015, sur un projet d'arrêté royal 'fixant la composition de la Commission d'experts, leur désignation, et la forme et le contenu concret du rapport qu'elle est tenue de présenter en exécution de l'article 52, § 3, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, en vue de son évolution'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 2 septembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 septembre 2015.

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 22 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Gelijke Kansen, toegevoegd aan de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 7 september 2015 (*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie van experts, hun aanstelling en de vorm en concrete inhoud van het verslag dat voorgesteld moet worden tot uitvoering van artikel 52, § 3, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, voor haar evaluatie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 2 september 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 september 2015.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'alinéa 4 du préambule de l'arrêté en projet indique que l'analyse d'impact de la réglementation a été réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative'.

Or, la note au Conseil des ministres, datée du 9 juillet 2015 et figurant au dossier, précise en son point 3 que « ce projet concerne l'autorégulation de l'État fédéral et, conformément à l'article 8, § 1er, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 portant dispositions diverses concernant la simplification administrative, il est donc dispensé d'analyse préalable d'impact de la réglementation ».

Il apparaît que l'arrêté en projet concerne effectivement l'autorégulation de l'État fédéral. Partant, l'alinéa 4 du préambule, selon lequel l'analyse d'impact a été réalisée, est inexact. Cet alinéa doit être reformulé comme suit :

« Vu la dispense d'analyse d'impact de la réglementation, en vertu de l'article 8, § 1er, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 portant dispositions diverses en matière de simplification administrative ; ».

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

L'intitulé du projet d'arrêté laisse entendre que la Commission d'experts qu'il vise est appelé à établir un rapport ayant pour objet l'évaluation de la seule loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination'.

Outre que, selon l'article 52, § 1er, de cette loi, ce n'est pas la loi qui est soumise à évaluation mais son application et son effectivité, l'intitulé n'apparaît pas complet. En effet, comme le précise l'article 1er du projet, la Commission d'experts est associée à l'évaluation par la Chambre des représentants non seulement de l'application et de l'effectivité de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination' mais également de celles des lois du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes' et du 30 juillet 1981 'tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie'.

Afin d'éviter que l'objet tel que formulé dans l'intitulé soit incomplet et inexact, les mots « , en vue de son évaluation » devraient être omis, la seule référence à l'article 52, § 3, de la loi du 10 mai 2007 dans l'intitulé du projet permettant de cerner les lois dont l'application et l'effectivité sont soumises à évaluation.

PRÉAMBULE

1. Il convient de corriger l'erreur matérielle qui s'est glissée dans la version française de l'alinéa 1er en supprimant les mots « 30 juin 2015 » et en mentionnant « l'article 52, § 3 ».

2. À l'alinéa 2, il y a lieu de préciser la date de l'avis de l'Inspecteur des Finances, soit le 30 juin 2015.

DISPOSITIF

Article 1er

Mieux vaudrait rédiger la disposition à l'examen comme suit :

« Il est créé une Commission d'experts en application de l'article 52 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ».

Article 2

1. À la dernière phrase de l'article 2, § 2, il y a lieu d'omettre, dans la version française du texte, le terme « qui ».

2. Au paragraphe 3, alinéa 2, de la version française, il y a lieu d'écrire « visées au paragraphe 1er, 1° à 3°, ».

3. Au paragraphe 5, de la même version française, on écrira « il sera veillé à » plutôt que « il sera aspiré à ».

4. Au paragraphe 6, il serait plus précis d'écrire « d'une des Assemblées législatives ou d'un Parlement » afin de mieux traduire l'intention selon laquelle les parlements des entités fédérées sont également concernés.

5. Le paragraphe 7 règle notamment la question de la nomination d'un nouveau suppléant lorsque soit un suppléant est appelé à remplacer un membre effectif démissionnaire, soit un membre suppléant se voit accorder sa démission.

Il doit être précisé que le nouveau membre suppléant est nommé pour la durée du mandat qui reste à courir, la référence « aux modalités contenues au paragraphe 1er » pouvant laisser entendre que le nouveau suppléant est nommé pour un mandat de cinq ans.

Article 3

Il n'y a pas lieu de renvoyer à une disposition transitoire dans une disposition qui ne l'est pas.

En conséquence les mots « Nonobstant l'article 11, » seront omis.

Il est également renvoyé à l'observation formulée sur l'article 11.

Article 7

À l'alinéa 2, les mots « à la Chambre des représentants et » doivent être omis, l'alinéa 1er de cet article précisant déjà que le rapport est transmis à la Chambre des représentants.

Article 8

L'alinéa 2 énonce une règle superflue sur une matière qu'il n'appartient en outre pas au Roi de régler.

Article 9

Compte tenu de ce que le caractère public ou non des informations recueillies est déterminé par la loi du 11 avril 1994 'relative à la publicité de l'administration', il n'appartient pas au Roi de régler cette question.

La deuxième phrase de la disposition sera omise.

Article 10

1. L'arrêté royal du 18 janvier 1965 'portant réglementation générale en matière de frais de parcours', auquel l'article 10 se réfère, prévoit des règles qui varient selon le niveau et le rang des fonctionnaires auxquels il s'applique.

Le texte en projet doit donc être complété pour déterminer, aux fins de l'application des règles relatives au remboursement des frais de parcours, à quelle catégorie de fonctionnaires sont assimilées les personnes concernées.

2. Il n'y a pas lieu de diviser les articles en paragraphes lorsque ceux-ci ne contiennent chacun qu'un seul alinéa [1].

Les signes et chiffres « § 1er. » et « § 2. » seront en conséquence omis.

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

Article 11

Comme l'article 11 déroge non seulement à l'article 7 mais également à l'article 3, il faut écrire « Par dérogation aux articles 3 et 7 » [2].

*

[2] Voir aussi le *Guide de rédaction* précité, recommandation n° 3.3.2.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het vierde lid van de aanhef van het ontworpen besluit stelt dat de regelgevingsimpactanalyse is uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

In punt 3 van de nota aan de Ministerraad van 9 juli 2015, die zich in het dossier bevindt, wordt echter het volgende aangegeven: "[d]it ontwerp van besluit betreft autoregulering van de federale overheid en is dus overeenkomstig artikel 8, 4°, (lees: artikel 8, § 1, 4°) van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging vrijgesteld van voorafgaande regelgevingsimpactanalyse".

Het ziet ernaar uit dat het ontworpen besluit daadwerkelijk betrekking heeft op autoregulering van de federale overheid. Het vierde lid van de aanhef, dat stelt dat de regelgevingsimpactanalyse is uitgevoerd, is derhalve onjuist. Dat lid moet worden geherformuleerd als volgt:

"Gelet op de vrijstelling van regelgevingsimpactanalyse krachtens artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Het opschrift van het ontwerpbesluit wekt de indruk dat de Commissie van experts die er wordt vermeld, een verslag moet opstellen waarin alleen de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie' wordt geëvalueerd.

Nog daargelaten dat luidens artikel 52, § 1, van die wet de toepassing en de doeltreffendheid van deze wet moeten worden geëvalueerd, en niet de wet zelf, is het opschrift, naar het zich laat aanzien, niet volledig. Artikel 1 van het ontwerp preciseert immers dat de Commissie van experts niet alleen wordt betrokken bij de evaluatie, door de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de toepassing en de doeltreffendheid van de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie', maar ook bij de evaluatie van de toepassing en de doeltreffendheid van de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen' en van de wet van 30 juli 1981 'tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden'.

Teneinde te voorkomen dat de strekking in het opschrift onvolledig en onnauwkeurig is geformuleerd, moeten de woorden ", voor haar evaluatie" worden weggelaten aangezien louter op basis van de verwijzing naar artikel 52, § 3, van de wet van 10 mei 2007 in het opschrift van het ontwerp kan worden opgemaakt van welke wetten de toepassing en de doeltreffendheid moeten worden geëvalueerd.

AANHEF

1. In de Franse tekst van het eerste lid moet een verschrijving worden rechtgezet: de woorden "30 juin 2015" moeten worden vervangen door de woorden "l'article 52, § 3".

2. In de Franse tekst van het tweede lid moet de datum van het advies van de inspecteur van Financiën nader worden aangegeven, namelijk 30 juni 2015.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De voorliggende bepaling zou beter worden geredigeerd als volgt:

"Er wordt een Commissie van experts opgericht met toepassing van artikel 52 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie".

Artikel 2

1. In de Franse tekst van de laatste zin van artikel 2, § 2, moet het woord "qui" worden weggelaten.

2. In de Franse tekst van paragraaf 3, tweede lid, schrijve men "visées au paragraphe 1er, 1° à 3°,".

3. In de Franse tekst van paragraaf 5 schrijve men "il sera veillé à" in plaats van "il sera aspiré à".

4. In paragraaf 6 zou het duidelijker zijn te schrijven "van een van de wetgevende vergaderingen of van een parlement" teneinde beter weer te geven dat ook de deelstaatparlementen bedoeld worden.

5. Paragraaf 7 regelt inzonderheid de kwestie van de benoeming van een nieuw plaatsvervangend lid wanneer een plaatsvervanger de plaats moet innemen van een ontslagnemend effectief lid of wanneer een plaatsvervanger ontslag wordt verleend.

Er moet worden gepreciseerd dat de nieuwe plaatsvervanger wordt benoemd voor de resterende duur van het mandaat, aangezien de verwijzing naar de "modaliteiten vervat in paragraaf 1" de indruk kan wekken dat hij voor een mandaat van vijf jaar benoemd wordt.

Artikel 3

Er hoeft niet naar een overgangsbepaling te worden verwezen in een bepaling die zelf geen overgangsbepaling is.

De woorden "Niettegenstaande artikel 11," moeten dus vervallen.

Er wordt tevens verwezen naar de opmerking over artikel 11.

Artikel 7

In het tweede lid moeten de woorden "aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en" worden weggelaten, aangezien in het eerste lid van dit artikel reeds wordt aangegeven dat het verslag aan de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt overgezonden.

Artikel 8

In het tweede lid wordt een overbodige regel neergelegd inzake een aangelegenheid die daarenboven niet door de Koning mag worden geregeld.

Artikel 9

Het slaat niet aan de Koning te bepalen of de ingewonnen inlichtingen al dan niet openbaar zijn, aangezien de wet van 11 april 1994 'betreffende de openbaarheid van bestuur' die kwestie regelt.

De tweede zin van de bepaling moet worden weggelaten.

Artikel 10

1. Het koninklijk besluit van 18 januari 1965 'houdende algemene regeling inzake reiskosten', waarnaar in artikel 10 wordt verwezen, omvat regels die variëren naargelang van het niveau en de rang van de ambtenaren op wie het van toepassing is.

De ontworpen tekst moet dan ook worden aangevuld teneinde, met het oog op de toepassing van de regels betreffende de terugbetaling van de reiskosten, te bepalen met welke categorie van ambtenaren de desbetreffende personen gelijkgesteld worden.

2. Artikelen die elk slechts één lid tellen, hoeven niet in paragrafen te worden onderverdeeld.[1]

De vermeldingen "§ 1." en "§ 2." moeten dus worden weggelaten.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 57.3.

Artikel 11

Aangezien artikel 11 afwijkt van zowel artikel 7 als artikel 3, schrijve men "In afwijking van de artikelen 3 en 7".[2]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Pierre VANDERNOOT

[2] Zie eveneens de voormelde *Handleiding*, aanbeveling 3.3.2.